

# Médecine/En prélude au 5e congrès de la Société africaine de diabétologie/ 2e session de formation des chercheurs en diabétologie à Libreville

## Former une élite africaine dans cette pathologie



Vingt-sept participants de sept nationalités, dont deux Gabonais, prennent part à cette formation.



Le Pr Remy Burcelin, formateur, édifient l'assistance sur la méthodologie de la recherche.

Sveltana NTSAME NDONG  
Libreville/Gabon.

EN prélude à la tenue dans notre pays, ce 28 novembre 2018, du 5e congrès de la Société africaine de diabétologie, sur le thème "Le diabète, quels enjeux pour l'Afrique de demain", l'association "Diabète Académie Afrique" organise, depuis hier, et ce jusqu'à ce mardi, au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), sa 2e session de formation des chercheurs en diabétologie.

L'objectif étant de former une élite africaine en diabétologie. Au total, vingt-sept participants de sept nationalités dont deux Gabonais ont été sélectionnés par le biais d'un concours lancé au niveau africain pour les jeunes de 25 à 35 ans. Parmi lesquels, 75% sont des docteurs en médecine qui ont opté pour une carrière hospitalo-universitaire, au sein des CHU. Les 25% autres sont des internes en médecine qui n'ont pas encore soutenu, mais sont déjà orientés vers la filière hospitalo-universitaire et sur le point

de devenir des enseignants d'université. Ce sont donc des chercheurs de la deuxième génération de diabétologues qui viennent là de débiter leur formation à Libreville, « après celle qui a eu lieu entre 2016 et 2018 », ont souligné les organisateurs. Pour la première journée, les vingt-sept participants ont été au fait de la méthodologie de la recherche. A cet effet, le Pr Remy Burcelin, formateur, s'est notamment entretenu avec les jeunes chercheurs sur l'initiation à la prise de conscience. Selon lui, « l'important est

de susciter des vocations en Afrique comme ailleurs, en montrant des exemples des chercheurs qui sont partis de loin et qui ont un parcours un peu original, accessible à tous. » L'idée ici, pour "Diabète académie Afrique", est d'amener ces jeunes pousses à savoir comment devenir chercheurs et sur quelle base. Ainsi, se fondant sur sa propre expérience, le formateur a su mettre en évidence le concret pour le bien. « Comme quoi, tout un chacun peut devenir chercheur, à condition qu'il ait l'âme pour, la pulsion pour,

et notamment la passion, le travail, la volonté de découvrir et de comprendre. Mais (...) ce n'est pas un problème de capacité intellectuelle (...). C'est surtout une question de volonté et de passion. (...) tout un chacun, s'il a la capacité à découvrir lui-même les bases et l'essence de cette motivation, peut alors devenir chercheur », a expliqué Pr Remy Burcelin. Pour la clôture de cette formation aujourd'hui, les participants seront éduqués, entre autres, sur la définition de la question et de l'esprit scientifiques. Notons que l'association

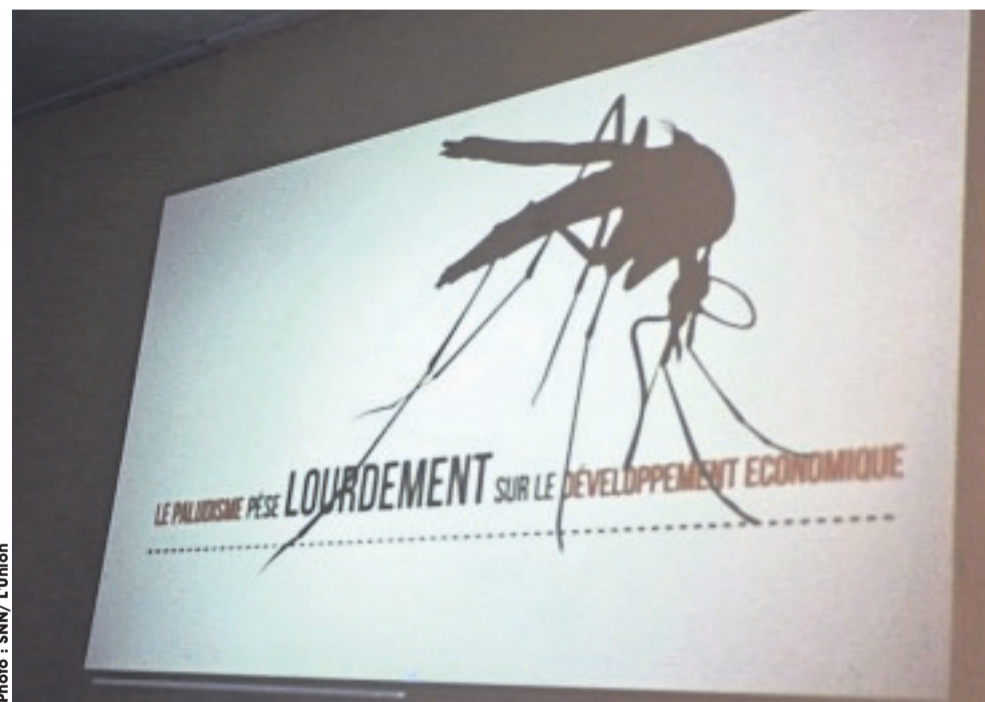
"Diabète académie Afrique" est une organisation qui a pour objectif de former une élite africaine de demain en diabétologie. Ce projet, né en 2015, regroupe plusieurs chefs de services en diabétologie d'Afrique. Sauf que, selon son secrétaire général, Dr Amos Nkotché, la structure connaît quelques difficultés liées au problème de financement. D'où son appel à l'endroit des différents gouvernements pour que ladite structure puisse bénéficier d'une autonomie financière.

## Santé/Rapport mondial 2018 sur le paludisme L'Afrique touchée à 70%

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

L'ORGANISATION mondiale de la santé (OMS) vient de publier son dernier rapport sur le paludisme. Selon cette agence de l'Organisation des Nations unies, l'Afrique enregistre le record de mortalité avec 70 % de cas déclarés (151 millions) et de décès (274 000). Dix pays sont principalement touchés : Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, République démocratique du Congo (RDC) et Tanzanie. L'Inde, du côté de l'Asie,

vient compléter ce tableau sombre. Sept pays de notre continent concentrent plus de 53% des décès, à savoir le Nigeria avec 19 %, la RDC (11 %), le Burkina Faso (6 %), la Tanzanie (5 %), la Sierra Leone (4 %) et le Niger (4 %). Avec son milliard d'habitants, l'Inde n'arrive qu'à la fin de cette liste (4 %). Cependant, le rapport de l'OMS décrit quand même quelques progrès, en relevant le nombre croissant de pays s'approchant de l'élimination (46 en 2017 contre 37 en 2010). Ce qui prouve que des efforts intensifs peuvent réussir à réduire le risque auquel les populations sont confron-



tées. « Quand les pays donnent la priorité à l'action contre le paludisme, ils obtiennent des résultats en termes de vies sauvées et de baisse du nombre des cas (...). L'OMS et les partenaires de la lutte antipaludique mondiale continueront de faire tout leur possible pour aider les gouvernements, notamment dans les pays où la charge est la plus forte, à intensifier la riposte au paludisme », indique la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Moeti.

Dix pays d'Afrique sont, selon l'OMS, fortement touchés par le paludisme.

## Au Gabon, le paludisme est la première cause d'hospitalisation

F.S.L.  
Libreville/Gabon

MÊME si la publication de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'indique pas précisément la situation du Gabon, les statistiques nationales

continuent de présenter cette maladie parasitaire comme la première cause d'hospitalisation, d'absentéisme, de consultation et de mortalité dans notre pays. Le taux de morbidité se situe à 26%, avec une mortalité spécifique de 16 pour 100 000 habitants. Les enfants de moins de 5 ans (25%) et les femmes

enceintes (28%) restent les couches les plus exposées. Ceci, en dépit des actions et moyens mis en place par le Plan stratégique national quinquennal de lutte (2013-2017), et une prise en charge à 80% des antipaludiques et des examens microscopiques par la Caisse nationale d'assurance maladie

et de garantie sociale (Cnamgs). Du coup, la prévention (utilisation de moustiquaires imprégnées, lutte antivectorielle, assainissement, etc.) et l'engagement communautaire se présentent comme les voies de sortie par excellence. « Aucun programme politique, aucun budget ne per-

mettra de venir à bout du paludisme, si chacun de nous ne fait pas d'effort. Le gouvernement ne viendra pas demander aux populations de balayer devant leurs maisons. Il appartient donc aux uns et aux autres de s'engager et de lutter contre le paludisme, en maintenant ses espaces de vies en état de propreté.

Voilà notre engagement et voilà pourquoi nous devons agir à temps pour éviter le paludisme », déclarait encore cette année Denise Mekam'ne Edzidzie, ministre d'État chargée la Santé et de la Famille, lors de la journée mondiale consacrée à la lutte contre cette maladie.